

Appel aux organisations de la société civile et aux élus en Europe et en Afrique

Les Parlements des pays concernés et les Institutions européennes ne doivent pas ratifier les accords "de partenariat" (APE) entre l'Europe et les pays d'Afrique subsaharienne

Le 10 juillet 2014, à Accra, capitale du Ghana, les 16 chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest ont paraphé un projet d'accord dit de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne (UE) et les 15 Etats de la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) plus la Mauritanie. Peu après un autre APE a été paraphé le 22 juillet par six Etats de l'Afrique australe. Il s'agit en fait d'accords de "libre-échange" visant, dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, à supprimer 75% des droits de douane sur les importations venant de l'UE et à limiter, au-delà des exigences de l'OMC, les possibilités des Etats africains de mener des politiques commerciales autonomes. Ces accords résultent de pressions exercées par les firmes multinationales européennes, au service desquelles se sont mises les Institutions européennes (Commission, Conseil et Parlement), parvenant à entraîner les chefs d'Etat africains qui, à quelques exceptions près, sont restés insensibles aux mises en garde de leurs sociétés civiles mobilisées depuis 14 ans.

Avec ces accords, les pays africains ne pourront plus taxer la plupart des produits européens qu'ils importent, entraînant des pertes budgétaires considérables, alors que leur développement requiert un renforcement des capacités d'intervention publique. Ce que l'UE promet de leur verser comme contrepartie est un mirage : il n'y a rien de plus que les sommes habituelles du Fonds européen de développement – 4 euros par habitant et par an! – qui est un financement des Etats membres hors budget communautaire, plus le "recyclage" marginal d'autres fonds communautaires déjà programmés.

La production agricole et industrielle des pays africains se verra concurrencée par l'importation de produits européens plus compétitifs, souvent largement subventionnés, compromettant leurs possibilités de développement et leur intégration régionale.

Les pays africains s'engagent à ouvrir des négociations avec l'UE six mois après la conclusion des APE en vue d'une libéralisation encore plus poussée de leurs économies, intégrant le secteur des services, les marchés publics, les investissements, la propriété intellectuelle et la concurrence.

Il faut s'attendre à ce que d'autres partenaires commerciaux des pays africains concernés (notamment les Etats-Unis et les grands pays émergents) exigent de ces pays dans les années à venir les mêmes avantages commerciaux que ceux qu'ils ont accordés à l'UE, menant à une libéralisation encore plus destructrice de leurs marchés et à une dépendance accrue vis-à-vis des cours des marchés mondiaux. Les conséquences prévisibles seront une amplification des cas de famines, de maladies et de manque de soins, et de plus fortes migrations de populations privées d'avenir dans leur pays, alors que la population d'Afrique de l'Ouest devrait passer de 340 millions d'habitants en 2014 à 510 millions en 2030 – autant que dans l'UE aujourd'hui comme en 2030 – et 807 millions en 2050, dans un contexte de réchauffement climatique accentué dans cette région.

Enfin, en Europe, ces accords favoriseront l'agriculture productiviste, polluuse, destructrice d'emplois, et certains secteurs industriels non moins productivistes, exportateurs de biens de piètre qualité, au détriment de politiques d'agriculture durable, de souveraineté alimentaire et de transition industrielle écologique.

Nous, citoyens, citoyennes, organisations de la société civile en Europe et en Afrique, nous demandons aux élus européens et africains et en particulier aux parlementaires européens et africains de :

- REFUSER de ratifier ces accords d'autant plus inacceptables que la Commission européenne a refusé d'examiner toutes les options alternatives proposées par la société civile, qui auraient permis de maintenir les avantages commerciaux accordés aux pays africains sans pour autant les contraindre à libéraliser leurs marchés ;
- S'ENGAGER en faveur d'Accords de Coopération et de Solidarité avec les pays africains (ACS) qui ne soient pas basés, comme le sont les APE, sur un "libre-échange" qui menace l'émancipation humaine.

Signatures à adresser à Coordination Sud, Gauthier Centlivre : centlivre@coordinationsud.org

Organisations de la société civile

GARED (Groupe d'Action et de Recherche en Environnement et Développement du Togo), membre du POSCAO (Plateforme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest sur l'Accord de Cotonou)
OSCAF (Dynamique des Organisations de la Société civile d'Afrique Francophone) du Togo
Action Stratégique pour un Développement Global (ASDeG), TOGO
Forum social sénégalais
Panafricaine pour l'Education au Développement durable
Organisation des Jeunesses Panafricanistes
Centre national de coopération au développement (CNCD), Bruxelles
CADTM Afrique
CADTM France
CADTM Belgique
Solidarité, France
Association Adéquations, France
Fondation Frantz Fanon
R.D. du Congo : Groupe de réflexion et d'appui à la promotion rurale (G.R.A.P.R) et nouvelles alternatives pour le développement (N.A.D)
Elevages sans frontières
Mouvement Utopia
Chacun cherche son âne (association d'aide à l'autonomie des cultivateurs du Burkina Faso)
Filière paysanne
S.O.S. Faim Belgique
Initiative Phi
Craddes-Benin (Centre de Recherche et d'Action pour le Développement Durable et l'Épanouissement des Sociétés, ONG)
Sortir du colonialisme
Cercle des décideurs humanitaires, ONG (Bénin)
Relocalisons
Attac France
Les Amis de la terre France
Attac Gabon
Virage-énergie Nord-Pas-de-Calais
Jeunes Verts Togo et OCEANIUM Togo
Association RED (regard pour enfants démunis)
IDEAS Togo
PlanSud Togo
Attac Togo

Coordination Rurale
Attac Allemagne
Cap Solidarité, Lille
Attac Autriche
Solidarité socialiste (Belgique)
HELIO International
SOS Faim Luxembourg
Inter-Collectif Afrique (ICA)
Femmes en résistance
Survie (France)
Union syndicale Solidaires
Fondation Copernic
The Fellowship of Christian Councils and Churches in West Africa (FECCIWA)
Peuples Solidaires - ActionAid France
SEDELAN (Service d'Éditions en Langues Nationales - Burkina Faso)
ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest)
Center for Encounter and active Non-Violence, Austria
Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement alternatif (PAPDA)
Coordination SUD
Artisans du monde
Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB)
Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)
Collectif des Fédérations et Réseaux d'ONG du Bénin (CFRONG)
Dynamique des Organisations de la Société Civile d'Afrique Francophone (OSCAF)
Kirchliche Arbeitsstelle Südliches Afrika
Afrika Kontaktv
Afrikagrupperna
Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN)
Both ENDS
Centre National de Coopération au Développement- 11 11 11
La Coordination européenne Via Campesina (ECVC)
CGT
Attac/Cadtm Maroc
La Confédération Paysanne
Action Solidarité Tiers Monde
Solagro
CCFD-Terre Solidaire
Le Forum National sur la Dette et la Pauvreté de Côte d'Ivoire
ESAFF (Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers' Forum)
Réseau Foi et Justice Afrique-Europe
CSC Bruxelles - ACV Brussel
Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)
Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs (Aitec-IPAM)

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

14 passage Dubail · 75010 Paris

Tél. 01 44 72 93 72

www.coordinationsud.org · sud@coordinationsud.org

Elu-e-s et responsables politiques

Majdouline Sbaï, Vice-Présidente du Conseil régional du Nord-Pas de Calais
Martine Billard, ancienne députée, coprésidente du Parti de Gauche
Jean-Luc Mélenchon, député européen, coprésident du Parti de Gauche
Marie-Paule Jammet-Murail, Vice Présidente du Conseil Régional Poitou-Charentes
Florent Marcellesi, futur eurodéputé d'EQUO (Verts espagnols)
Eva Joly, eurodéputée
Yannick Jadot, eurodéputé
José Bové, eurodéputé
Véronique Moreira, élue au conseil régional Rhône-Alpes
Isabelle Attard, députée, co-présidente de Nouvelle Donne
Pierre Larrouturou, co-président de Nouvelle Donne
Chantal Dhoukar, Conseillère régionale de Bourgogne
Irénee Nissao NAPO, Président de la FéPEV-RAO (Fédération des Partis Verts et Ecologistes -Région Afrique de l'Ouest)
Christine Poilly (coopérative du Mouvement des Objecteurs de Croissance)
Michel Lepesant (coopérative du Mouvement des Objecteurs de Croissance)
Bart Staes, eurodéputé belge
Esso-kl'nam Pedessi (Directeur exécutif des Jeunes Verts Togo)
Philippe Lamberts, eurodéputé belge
Andrej Hunko, député du Bundestag et membre d'Assemblée Parlementaire du Conseil d'Europe
Niema Movassat, député du Bundestag

Personnalités du monde associatif, de la recherche, des médias, de la culture, etc...

Olivier de Schutter, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation (2008-2014)
Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation
Dominique Méda, Professeur de sociologie
Jacques Berthelot (Solidarité)
Jean Gadrey (Attac)
Susan George (Transnational Institute, présidente d'honneur d'Attac)
Eric Toussaint (président du CADTM Belgique)
Nicolas Sersiron (président du CADTM France)
Gus Massiah, membre du Conseil International du Forum Social Mondial (représentant du CRID)
Raoul-Marc Jennar, chercheur
Georges Menahem, Directeur de recherches CNRS
Niek Koning, Professeur de politiques agricoles, Wageningen, Pays-Bas
Claude Calame Directeur d'études émérite, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
Jacques Loyat, chercheur associé au CIRAD
Jacques Généreux, Professeur à Sciences Po Paris
Yves Le Bars, Président du CFSI
Jean Merckaert, Directeur de la revue Projet
Pierre Rahbi, agriculteur et écrivain
Anita Villers, présidente de l'Association Environnement développement alternatif - Lille
Mireille Fanon-Mendes-France
Nils Andersson, éditeur
Jean Bauberot, professeur émérite de sociologie
Clotilde Bato, directrice de l'association Solidarités

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
14 passage Dubail · 75010 Paris
Tél. 01 44 72 93 72

www.coordinationsud.org · sud@coordinationsud.org

Romain Gelin, Chargé de Recherche GRESEA, Belgique
Fabrice Flipo, Philosophe, conseil scientifique d'Attac
Jean-Philippe Thomas, Enda
Andre Decoster, Président de Elevages sans frontières
Martine Boudet, membre du Conseil scientifique d'Attac France
José Brochier, agronome, Montpellier
Christian NGUEKENG, Directeur Exécutif du Centre d'étude sur la synergie inter-réseaux (CESIR)
Jean-Michel Masson, site Le triptyque économique
Jean-François Martel, Président du théâtre de l'opprimé, Lille
Hélène Chanson, association Touscan, Lille
Adda Bekkouche, conseil scientifique d'Attac France
Patrice Finel, commission Afrique du Parti de Gauche
Pierre Boutry, commission Afrique du Parti de gauche
Thierry Brugvin, sociologue, Conseil scientifique d'Attac France
Michel Peyret, ancien député
Jean-Claude Vanhoove, rédacteur de l'agenda des événements africains
Jean Fabre, ancien Directeur adjoint du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) à Genève
Marc Dufumier, Professeur émérite, AgroParisTech
Marie-Dominique Vernhes, membre d'Attac Allemagne et de la rédaction du „Sand im Getriebe“
Mensa Tsedzé william (représentant de IDEAS Togo)
Fatou Mahine (Femmes en résistance).
Pierre Khalfa, coprésident de la Fondation Copernic
Djibo Bagna, Président du ROPPA
Maurice Oudet, congrégation des Missionnaires d'Afrique
Amadou Makhourédia Diop, ENSA, Thiès, Sénégal
Benoit Lallau, économiste, Lille et Bangui
Fernand VINCENT, Genève, Fondateur de l'IPD et Président de sa Fondation
Cécile Barbier, Chargée de recherche à l'Observatoire social européen

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
14 passage Dubail · 75010 Paris
Tél. 01 44 72 93 72

www.coordinationsud.org · sud@coordinationsud.org